

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,  
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
DES PAYS DE LA LOIRE

Groupe de subdivisions de Laval  
Cité administrative Saint Nicolas  
BP 3875 - 53030 LAVAL CEDEX 9

Laval, le 27/02/2006

## Rapport de l'inspection des installations classées

**Objet** : Société MINOTERIES DU CHATEAU à 53500 ERNEE

La société MINOTERIE DU CHATEAU à ERNEE a transmis le 27/07/2005 à monsieur le préfet de la Mayenne une demande d'autorisation concernant la construction d'un moulin en zone artisanale de la Querminais à Ernée. Cette demande a été complétée le 31/08/2005

### **I - Présentation générale**

#### **I.1. Nature de l'activité**

Cet outil de production est prévu pour traiter 150 tonnes de blé par jour pour la fabrication de farines.

#### **I.2. Le site d'implantation**

Ce moulin est implanté sur un terrain de 3 ha situé dans le parc d'activités de la Querminais à Ernée.

L'habitation la plus proche est située à 120 mètres de cette installation.

#### **I.3. Le projet et ses caractéristiques**

##### **I.3.1. Justification et nature de la demande**

La société Minoterie du Château exploitait, dans l'agglomération d'Ernée un ancien moulin à quelques centaines de mètres du château.

Ce moulin a subi un incendie en février 2005.

La présent dossier concerne la demande d'autorisation d'exploiter un nouveau bâtiment destiné à produire des farines dans la zone d'activités d'Ernée.

### I.3.2. Nature des opérations effectuées

Sur ce site, il est prévu d'exercer les activités suivantes :

- réception et stockage des blés
- nettoyage et préparation des blés
- broyage et tamisage des grains après humidification pour produire des farines
- stockage de farines.

### I.3.3. Volume et capacités des installations

Le moulin disposera :

- d'une fosse de réception de 50 t/h
- d'un stockage de 24 boisseaux de blés avant nettoyage et préparation des farines représentant un volume de 1352 m<sup>3</sup>
- d'un stockage de 9 boisseaux pour un volume de 1032 m<sup>3</sup> pour les farines et les issues.
- La puissance installée pour le fonctionnement de cet établissement sera de 1250 kW.

### I.3.4. Rubriques de classement de l'installation

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
2260-1	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, ... de substances végétales et de produits organiques naturels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieur à 200kW.	1 250 kW	A
2160	Silos et installations de stockage de céréales, grains,...ou tout produits organiques dégageant des poussières inflammables. Le volume de stockage étant inférieur à 5 000 m <sup>3</sup>	2 384 m <sup>3</sup>	NC
2920	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa ne comprimant pas des fluides inflammables ou toxiques. La puissance absorbée étant inférieure à 50 kW.	40 kW	NC

## **I.4. Les impacts environnementaux**

### I.4.1. Eau

La consommation d'eau prévue est de l'ordre de 1500 m<sup>3</sup> par an pour l'humidification des grains dans le cadre du process industriel et de 500 m<sup>3</sup> par an pour les besoins sanitaires.

Il n'y a pas de rejets d'eaux usées industrielles.

Les effluents domestiques sont rejetés au réseau collectif et rejoignent la station d'Ernée.

Les eaux pluviales des surfaces imperméabilisées (parking et voies de circulation) rejoignent le réseau eaux pluviales du parc d'activités après passage dans un débourbeur séparateur d'hydrocarbures. Les autres eaux pluviales sont rejetées sans traitement et rejoignent le même réseau.

#### I.4.2. Air

L'activité exercée dans cet établissement est susceptible de générer des poussières. L'exploitant a prévu l'installation de systèmes de captation d'air sur les postes suivants :

- au transport pneumatique des produits de la phase mouture ;
- à la manutention et au nettoyage des céréales ;
- au deuxième nettoyage après les cellules de repos ;

De plus, il est prévu une aspiration centralisée au niveau du moulin.

Cet air sera dépoussiéré après passage à travers des filtres à manches dont les caractéristiques permettent de garantir en continu une concentration en poussières inférieure à 30mg/m<sup>3</sup> aux différents points de rejet.

#### I.4.3. Déchets

Les déchets générés par l'activité sont principalement des déchets industriels banals et quelques déchets liés aux activités de maintenance.

Les sous produits de mouture ne sont pas considérés comme déchets et la transformation du blé permet de valoriser les issues (sons et remoulage)

#### I.4.4. Bruit

L'activité est prévue être exercée en période de jour et de nuit. Elle est également susceptible d'être poursuivie les samedis et dimanches.

Des protections sonores seront mises en place autour des équipements les plus bruyants et notamment les broyeurs et trieurs.

Ces équipements seront eux-mêmes placés à l'intérieur d'un bâtiment en béton qui permet de réduire les effets sonores liés à la fabrication.

Des dispositifs sont également prévus pour réduire les bruits d'entrée et de rejets d'air de l'installation de transport pneumatique des produits.

#### I.4.5. Santé

Aucun produit dangereux n'est utilisé dans l'établissement. Une étude d'estimation de l'empoussièrément révèle un taux de poussières bien inférieur aux valeurs limites d'exposition au niveau de l'habitation la plus proche.

### **I.5. Les risques et moyens de prévention**

Les principaux risques liés à l'exploitation de cette activité sont l'incendie et l'explosion.

Il est notamment prévu pour limiter ces risques :

- des installations conçues pour faciliter les nettoyages et l'entretien ;
- la mise en place de grilles sur la fosse de réception et d'un système magnétique permettant l'enlèvement des particules métalliques ;
- la mise à la terre des appareils électriques ;
- l'installation de détecteurs d'engorgement sur les transporteurs et le capotage des parties susceptible d'émettre des poussières ;

- l'automatisation du fonctionnement et la surveillance par équipements intégrés ;
- des découplages permettant d'éviter la propagation d'éventuelles explosions ;

Les dispositions organisationnelles suivantes sont par ailleurs envisagées :

- l'élaboration d'un plan de maintenance des matériels ;
- le contrôle de l'humidité et de la température des produits avant stockage ;
- l'établissement de modes opératoires et de consignes.

Pour ce qui concerne les moyens d'extinction, il est prévu la mise en place d'une colonne sèche et d'extincteurs à différents niveaux de l'établissement.

## **II - La consultation et l'enquête publique**

### **II.1. Les avis des services**

#### **II.1.1. Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales**

Celle-ci émet un avis favorable et précise qu'en matière de bruit une nouvelle campagne de mesures doit être prévue.

#### **II.1.2. Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt**

Celle-ci émet un avis favorable.

#### **II.1.3. Direction Départementale de l'Équipement**

Ce service nous indique que :

- « Le projet se trouve en zone INAa du plan d'occupation des sols de la ville d'Ernée, dans un lotissement d'activités.
- Un permis de construire a été déposé et est en cours d'instruction ;
- Ce dossier a été présenté à monsieur l'architecte conseil du département de la Mayenne qui a émis l'avis suivant :

*Les proportions du bâtiment sont très imposantes. Aussi, un avis favorable ne peut être donné que sous les réserves suivantes, ayant pour but d'en minimiser l'impact dans le paysage environnant.*

*1 - Les teintes du bâtiment devront être nettement plus sombres que celles présentées, afin qu'elles ne se découpent pas trop brutalement sur l'arrière plan arboré : noir mat, gris anthracite, rouge très sombre (laque de garance par exemple), vert très sombre. Les petits éléments, prévus en blanc dans le projet présenté, pourront être traités dans des tons nettement plus neutres*

*2 - Un véritable projet paysager doit être envisagé, mettant en œuvre des bouquets d'arbres de haute tige, de manière à créer un premier plan évitant la vision brutale du bâtiment depuis la route, et créant la notion d'échelle. Ce projet paysager devra également se retourner en limite séparative. »*

#### **II.1.4. Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours**

Ce service émet un avis favorable et formule notamment les observations suivantes :

« Les façades sud-ouest des bâtiments « Moulin » et stockage « farines » et nord ouest du stockage « issues » seront desservies par les voies permettant la mise en station des échelles aériennes et qui présenteront par conséquent les caractéristiques suivantes :

- longueur minimale 10 mètres
- largeur minimale 4 mètres
- pente maximum 10 %
- résistance au poinçonnement : 80 newton/cm<sup>2</sup> sur une surface minimale de 0,20 m<sup>2</sup>.

Encloisonner l'escalier desservant la partie « Moulin » au moyen de parois coupe-feu de degré 1 heure et de blocs portes pare flamme de degré  $\frac{1}{2}$  heure munis d'un ferme porte.

Cette cage d'escalier devra comporter à la partie supérieure un orifice de désenfumage de 1 m<sup>2</sup> de surface utile. Ce désenfumage peut être soit permanent et non condamnable, soit actionnable à partir d'une commande manuelle située au rez-de-chaussée (niveau 0,00).

Permettre le désenfumage en partie haute sur l'extérieur des bâtiments « stockage blé » et « stockage farines » par des ouvertures judicieusement réparties (évacuation des fumées, gaz chauds et produits de distillation en cas d'incendie) dont la somme des sections sera au moins égale au 1/100<sup>ème</sup> de sa superficie au sol.

Les châssis fermant ces ouvertures devront être facilement manœuvrables manuellement depuis le plancher bas et les dispositifs de commande situés près des issues.

La colonne sèche devra être conforme aux dispositions de la norme NFS 61-750 ; elle aura un diamètre nominal de 65 mm. A chaque niveau desservi, elle sera équipée d'une prise double 2 x 40 mm. Le demi raccord d'alimentation de 65 mm sera situé à l'extérieur du bâtiment à une hauteur, au-dessus du sol, comprise entre 0,80 m et 1,50 m. Il sera également équipé d'un bouchon obturateur. Son accès sera permis par un chemin carrossable de 1,40 m de large minimum permettant la circulation aisée d'un dévidoir à bobine.

Etablir un plan de défense contre l'incendie de l'établissement (plan d'établissement répertorié) qui sera transmis pour avis au bureau « prévision » du centre de secours principal de Mayenne. »

#### II.1.5. Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile

Ce service émet un avis favorable.

#### II.1.6. Direction Départementale du Travail et de l'Emploi

Celle-ci indique que la demande n'appelle pas d'observation particulière.

#### II.1.7. Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine

Ce service nous indique que le projet n'est pas situé à l'intérieur d'un périmètre de protection monument historique ni d'un site protégé mais précise que ce projet doit être soumis à avis de l'architecte conseil de l'Equipement.

### **II.2. Les avis des conseils municipaux**

Les conseils municipaux d'Ernée et de Montenay émettent un avis favorable.

### **II.3. L'enquête publique**

L'enquête publique s'est déroulée du 10 octobre au 10 novembre 2005.

Aucune observation n'a été formulée dans le cadre de cette enquête.

Le pétitionnaire a été informé à l'issue de l'enquête de l'absence d'observation.

#### **II.4. Les conclusions du commissaire enquêteur**

Après analyse complète du dossier, le commissaire enquêteur émet un avis favorable.

### **III - Analyse de l'inspection des installations classées**

#### **III.1. Statut administratif des installations du site**

Cette demande d'autorisation concerne la création d'un nouveau moulin sur le site de Ernée, suite à l'incendie survenu à l'ancien établissement exploité par la société Minoteries du Château.

#### **III.2. Inventaire des textes en vigueur**

Les principaux textes applicables sont les suivants :

- Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 28 février 1993 relatif à la protection de certaines installations classées contre les effets de foudre.

#### **III.3. Analyse des questions apparues au cours de la procédure**

Les observations émises au cours de la procédure ont été prises en compte dans le projet d'arrêté préfectoral et notamment :

- Les préconisations proposées par l'architecte conseil du département de la Mayenne concernant l'aménagement du site et les teintes de bâtiments à respecter ;
- Les mesures prévues par le SDIS concernant :
  - Les caractéristiques des voies de mise en station des échelles
  - L'enclousonnement de l'escalier desservant la partie moulin au moyen de paroi coupe-feu REI 60 ainsi que les dispositions relatives au désenfumage
  - L'élaboration du plan d'établissement répertorié.

### **IV - Proposition de l'inspection**

Un projet d'arrêté préfectoral a été rédigé, il reprend notamment les prescriptions concernant :

- les mesures à prendre pour limiter les risques d'incendie ou d'explosion
- la prévention des pollutions atmosphériques
- la gestion des déchets
- la prévention du bruit et des vibrations et la nécessité de procéder à un contrôle des émissions sonores.

### **V - Conclusion**

Considérant qu'aux termes de l'article L 512.2 du Code de l'Environnement titre <sup>1er</sup>, livre V, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral.

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de l'environnement.

Sous réserve du respect par le demandeur des éléments du dossier de demande d'autorisation et des prescriptions figurant au projet d'arrêté préfectoral, nous proposons que la commission réserve une suite favorable à la demande présentée par la société Minoterie du Château.